



ASSEMBLÉE NATIONALE

CINQUIÈME SESSION

TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 21

Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec et la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes

Présentation



Présenté par
Mme Pauline Marois
Ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu

Éditeur officiel du Québec
1984

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi modifie la Loi sur le régime de rentes du Québec et la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes.

Au regard du régime de rentes, ce projet prévoit notamment l'harmonisation de la définition de l'expression « conjoint survivant » avec celle qui est prévue dans la loi fédérale sur le régime de pensions. En outre, l'adoption de l'enfant du cotisant ne sera plus une cause de cessation ou de réduction de la rente d'orphelin et de la rente de conjoint survivant.

Ce projet prévoit aussi des dispositions relatives à la demande d'une rente et à l'utilisation des prestations reçues par une personne pour le compte d'un bénéficiaire.

Des dispositions de la loi sont également modifiées ou reformulées dans le but d'en faciliter l'administration.

Au regard des régimes supplémentaires de rentes, ce projet de loi modifie la loi afin d'empêcher que les régimes supplémentaires puissent être modifiés de sorte que les salariés qui y participent perdent des droits accumulés au cours de la période de services que leur reconnaît le régime.

Ce projet accorde spécifiquement à la Régie des rentes du Québec des pouvoirs relatifs au contrôle de l'application des normes de capitalisation et de solvabilité des régimes ainsi que des méthodes et hypothèses actuarielles.

Ce projet a enfin pour objet d'empêcher que les travailleurs québécois qui contribuent à un régime supplémentaire dont les prestations sont coordonnées à celles payables en vertu de la Loi sur le régime de rentes du Québec, ne soient privés des avantages découlant de l'abaissement de l'âge d'admissibilité à la rente de retraite payable en vertu de cette loi. Les dispositions du projet de loi sur ce sujet ont effet depuis le 1^{er} janvier 1984.

Projet de loi 21

Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec et la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. L'article 1 de la Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., chapitre R-9) est modifié par l'insertion, dans la première ligne du paragraphe *a*, après le nombre « 91 » du nombre « , 91.1 ».

2. L'article 20.1 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne, du nombre « six » par le nombre « cinq ».

3. L'article 88 de cette loi est remplacé par les suivants:

« **88.** Le conjoint survivant d'un cotisant est réputé avoir un enfant à sa charge:

a) s'il subvient entièrement ou dans une large mesure aux besoins d'un enfant qui, lors du décès du cotisant, était à la charge de ce dernier;

b) s'il réside avec un enfant qui, lors du décès du cotisant, était à la charge de ce dernier.

« **88.1** Ne cessent pas de résider ensemble, aux fins de l'article 88, le conjoint survivant et l'enfant qui sont temporairement séparés pour cause de maladie ou pour toute autre raison jugée valable par la Régie.

« **88.2** Le conjoint survivant ne cesse pas d'être réputé avoir à sa charge l'enfant du cotisant du seul fait que lui-même ou son nouveau conjoint adopte cet enfant. ».

4. L'article 91 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne du premier alinéa, après le mot « cotisant » des mots « décédé avant le 1^{er} janvier 1985 ».

5. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 91, du suivant:

«**91.1** La Régie peut décider qu'une personne doit être réputée, aux fins de la présente loi, le conjoint survivant d'un cotisant décédé après le 31 décembre 1984 et l'avoir épousé à la date à laquelle elle a commencé à être représentée comme son conjoint, sur preuve qu'elle a résidé avec lui et qu'il l'a publiquement représentée comme son conjoint:

a) pendant une année qui a précédé immédiatement le décès de ce cotisant, si ni l'un ni l'autre n'était marié à une autre personne;

b) dans le cas contraire, pendant les trois années qui ont précédé immédiatement ce décès. ».

6. L'article 96 de cette loi est modifié par le remplacement des deuxième et troisième alinéas par le suivant:

« Sauf s'il s'agit d'établir l'admissibilité à une rente de conjoint survivant, la date à laquelle une personne est devenue invalide ne peut être fixée avant la dernière des dates suivantes:

a) le premier jour du douzième mois qui précède la date à laquelle la demande de prestation a été faite;

b) le 1^{er} janvier 1984, si le cotisant est déclaré invalide aux termes du troisième alinéa de l'article 95;

c) la date du soixantième anniversaire de naissance du cotisant, si ce dernier est déclaré invalide aux termes du troisième alinéa de l'article 95;

d) la date non antérieure au 1^{er} janvier 1984 à laquelle le cotisant est devenu admissible aux termes de l'article 106.1;

e) la date de la demande de partage prévue à l'article 102.6, si le cotisant est admissible aux termes des articles 106 ou 106.1, uniquement en raison de gains admissibles non ajustés qui lui ont été attribués. ».

7. L'article 101 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

« Cependant, si le cotisant décède après le 31 décembre 1983 sans être bénéficiaire d'une rente de retraite ou si une rente de retraite lui devient payable après cette date, sa période cotisable se termine le mois précédant celui au cours duquel il atteint 70 ans, le mois de son décès ou le mois précédant celui au cours duquel une rente de retraite lui est versée, selon l'événement qui se produit le premier. ».

8. L'article 102.6 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **102.6** La demande de partage se fait dans les 36 mois de la date du divorce ou de la déclaration de nullité sur la formule exigée par la Régie. ».

9. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 119, du suivant:

« **119.1** La Régie publie avant le 1^{er} janvier de chaque année, dans la *Gazette officielle du Québec*, l'indice des rentes et le taux d'ajustement des prestations. ».

10. L'article 129 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

« Toutefois, si le nombre initial de mois cotisables de ce cotisant est plus élevé que le nombre total de mois compris dans sa période cotisable, il faut, aux fins du calcul de la prestation de décès, multiplier le montant de cette rente par la proportion que représente le nombre initial de mois cotisables de ce cotisant par rapport au nombre total de mois compris dans sa période cotisable. »;

2° par le remplacement, dans la première ligne du troisième alinéa, du mot « Cependant » par les mots « De plus ».

11. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 132, du suivant:

« **132.1** La rente de conjoint survivant qui a été interrompue ou réduite en raison de l'adoption par lui-même ou son nouveau conjoint de l'enfant du cotisant, redevient payable ou cesse d'être réduite sur demande à cet effet. ».

12. L'article 134.3 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la dernière ligne du sous-paragraphe i du sous-paragraphe b, avant le mot « années » du mot « deux ».

13. L'article 135 de cette loi est modifié par le remplacement du dernier alinéa par le suivant:

« Toutefois, les indices de rentes visées aux paragraphes a et b du deuxième alinéa de l'article 117 ne s'appliquent pas au calcul du montant initial d'une rente de conjoint survivant pour un mois postérieur à l'année 1973. ».

14. L'article 137.1 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement du paragraphe a du premier alinéa par le suivant:

«a) la prestation à taux uniforme comprise dans le montant de la rente d'invalidité; »;

2° par le remplacement du sous-paragraphe i du paragraphe b du premier alinéa par le suivant:

«i. la somme du montant de la rente d'invalidité réduit de la prestation à taux uniforme prévue au paragraphe a, et de 37,5% du montant de la rente de retraite du cotisant, calculé selon l'article 135 et ajusté, s'il y a lieu, conformément au troisième ou au quatrième alinéa de l'article 132, ».

15. L'article 139 de cette loi est remplacé par les suivants:

« **139.** Aucune prestation n'est payable à moins que la demande ne soit faite sur la formule exigée par la Régie et que le paiement n'en soit autorisé.

« **139.1** Un bénéficiaire peut annuler sa demande de prestation dans les six mois du premier versement s'il rembourse à la Régie le montant des prestations versées.

« **139.2** La demande de prestation est censée être faite le jour où elle est reçue à un bureau de la Régie, sur la formule exigée dûment remplie, à moins que le requérant n'ait déjà, dans les 12 mois qui précèdent, envoyé à la Régie un écrit manifestant son intention de demander une prestation auquel cas la Régie peut considérer la demande comme ayant été faite à une date antérieure à sa réception. ».

16. L'article 140 de cette loi est modifié par la suppression du premier alinéa.

17. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 143, des suivants:

« **143.1** Toute personne qui reçoit des prestations pour le compte d'un bénéficiaire doit, sur demande de la Régie, fournir les renseignements qu'elle exige concernant l'utilisation des prestations versées.

« **143.2** La Régie peut suspendre le paiement de toute prestation pendant la durée d'une enquête sur l'admissibilité du bénéficiaire ou sur l'utilisation des prestations reçues par une personne pour le compte du bénéficiaire.

Avis de la suspension du paiement est envoyé au bénéficiaire concerné.

La Régie doit procéder avec diligence à l'enquête et aviser le bénéficiaire de la décision. ».

18. L'article 144 de cette loi est modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

« La prestation de décès se prescrit par cinq ans à compter du décès ou du jugement déclaratif de décès du cotisant à l'égard duquel elle est payable. ».

19. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 156, du suivant:

« **156.1** Une demande de rente de retraite ne peut être faite plus de douze mois avant la date à laquelle elle est payable. ».

20. L'article 157.1 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *i* par le suivant:

« *i*) le mois suivant celui au cours duquel la demande de partage a été faite, lorsque la rente de retraite n'est payable qu'en raison de gains admissibles non ajustés attribués à la suite d'un partage prévu à l'article 102.1. ».

21. L'article 173 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les troisième et quatrième lignes du troisième alinéa, des mots « qu'il ne s'agisse de l'enfant de ce cotisant » par les mots « que le cotisant n'en soit le père ou la mère ».

22. L'article 174 de cette loi est modifié par l'addition de l'alinéa suivant:

« L'adoption du bénéficiaire d'une rente d'orphelin par le conjoint survivant, à l'exclusion de toute autre personne, ne met pas fin à cette rente. ».

23. L'article 189 de cette loi est modifié par la suppression, dans la première ligne, des mots « un greffier de ».

24. L'article 218 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa, des mots « la Société » par les mots « l'Institut canadien ».

25. L'article 219 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement du paragraphe *c* par le suivant:

« *c*) définir les expressions « dans une large mesure », « fréquenter à plein temps », « sans interruption appréciable », « institution d'enseignement », « occupation véritablement rémunératrice » et « régulièrement incapable »; »;

2° par la suppression du paragraphe *p*.

26. L'article 220 de cette loi est modifié par le remplacement des mots « aux paragraphes *p* et » par les mots « au paragraphe ».

27. La Régie des rentes du Québec doit, sur demande, payer au conjoint survivant, dont la rente a été interrompue ou réduite en raison de l'adoption par lui-même ou son nouveau conjoint de l'enfant du cotisant, les prestations qui lui auraient été versées si l'article 132.1 de la Loi sur le régime de rentes du Québec, édicté par l'article 11 de la présente loi, avait été en vigueur le 1^{er} janvier 1984.

Toutefois, si la demande est postérieure au 31 décembre 1985, la Régie ne peut payer au conjoint survivant des prestations qu'à compter du douzième mois qui précède celui au cours duquel la demande a été reçue.

28. L'article 10 ne s'applique qu'à l'égard des montants d'une rente ou d'une prestation payable après le 31 décembre 1984.

29. L'article 18 ne peut avoir pour effet de faire revivre un droit éteint par prescription avant le 1^{er} janvier 1985.

30. Les articles 20 et 22 ont effet depuis le 1^{er} janvier 1984.

31. L'article 21 a effet depuis le 1^{er} décembre 1982.

32. L'article 6 de la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes (L.R.Q., chapitre R-17) est modifié par l'insertion, après le paragraphe *c*, des suivants:

« *c.1)* exiger de l'administrateur d'un régime, aux conditions et dans les délais qu'elle fixe, tout document ou renseignement qu'elle estime nécessaire pour vérifier si le régime est conforme aux normes;

« *c.2)* lorsque les normes de capitalisation ou de solvabilité ne sont pas respectées, ou lorsque la Régie est d'avis que les hypothèses ou méthodes utilisées dans le rapport visé à l'article 40 ou aux fins de capitalisation ou de solvabilité ne sont pas appropriées, notamment au type de régime en cause, à la situation de la caisse de retraite ou aux rentes, prestations et remboursements, ordonner à l'administrateur, à l'employeur ou à toute autre partie au régime de prendre toute mesure régulatrice qu'elle fixe, aux conditions et dans les délais qu'elle prévoit; ».

33. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 9, du suivant:

«**9.1** Sous réserve des articles 40 à 42, aucune modification réduisant les rentes, prestations ou remboursements prévus par un régime ne peut porter sur une période de services reconnue par le régime antérieurement au trentième jour qui précède celui où cette modification est reçue à un bureau de la Régie.

Cependant, si une telle modification est établie par convention collective, sentence arbitrale en tenant lieu ou décret, elle peut porter sur toute période de services reconnue par le régime à compter de la date de prise d'effet de cette convention ou sentence ou de ce décret.

Aux fins du présent article, les mots « convention collective » et « décret » ont le sens qui leur est donné par le Code du travail (L.R.Q., chapitre C-27), la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction (L.R.Q., chapitre R-20) ou la Loi sur les décrets de convention collective (L.R.Q., chapitre D-2). ».

34. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 30, du suivant:

«**30.1** Aucune disposition d'un régime supplémentaire ne peut avoir pour effet d'empêcher le paiement de la rente de retraite d'un salarié avant que celui-ci ait atteint 65 ans, ou d'en permettre la réduction, en raison du fait que ce salarié reçoit la rente de retraite payable en vertu de la Loi sur le régime de rentes du Québec ou d'un régime équivalent, ou qu'il y est admissible.

Toutefois, si un salarié de moins de 65 ans en fait la demande, sa rente peut être réduite en raison du fait qu'il reçoit la rente de retraite payable en vertu de la Loi sur le régime de rentes du Québec ou d'un régime équivalent, ou qu'il y est admissible, à condition que cette réduction ne diminue pas la valeur de la rente payable en vertu du régime supplémentaire. ».

35. L'article 47 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**47.** S'il est mis fin au régime, l'employeur est débiteur de toutes les sommes qu'il aurait dû payer jusque-là pour se conformer aux normes de capitalisation et de solvabilité. ».

36. L'article 75 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement du paragraphe *e* par le suivant:

«*e*) les normes de solvabilité et de capitalisation des régimes supplémentaires, notamment celles qui se rapportent à la méthode de capitalisation, aux hypothèses actuarielles, aux estimations, aux créances dont il faut tenir compte, aux éléments qui peuvent être compris dans ces créances, à l'évaluation de ces créances à une date donnée, aux différentes contributions ainsi qu'à leur versement; »;

2° par l'addition, après le paragraphe *w*, du suivant:

«*x*) aux fins de l'article 9, ce que comprend l'expression « modification ».

37. Les articles 33 et 34 ont effet depuis le 1^{er} janvier 1984.

38. La présente loi a effet indépendamment des dispositions des articles 2 et 7 à 15 de la Loi constitutionnelle de 1982 (annexe B de la Loi sur le Canada, chapitre 11 du recueil des lois du Parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982).

39. La présente loi entre en vigueur le (*insérer ici la date de la sanction de la présente loi*) à l'exception des articles 1 à 31 qui entreront en vigueur le 1^{er} janvier 1985.